

CONTRE LE RACISME ET LES POLITIQUES ANTI-MIGRANT-ES, FAISONS BLOC



Chaque année, le 21 mars est la journée internationale contre le racisme. En France, des manifestations, rassemblements, événements, sont prévus dans de nombreuses villes entre le 21 et 23 mars. Plus que jamais, il est nécessaire qu'une opposition déterminée s'affirme contre les politiques racistes, anti-migrantEs, des gouvernements, des droites et des extrêmes droites qui se lèvent en Europe et dans le monde, menaçant les étrangerEs, les pauvres en général, les femmes, les jeunes, les LGBTI, les droits sociaux et les libertés.

LA LOI ASILE IMMIGRATION, EXEMPLE DE CETTE POLITIQUE RACISTE

À l'initiative du gouvernement Macron-Darmanin et adoptée en décembre, la loi asile immigration a repris l'orientation politique de Ciotti, de Zemmour et du RN, accompagnée durant des mois d'une propagande mensongère, haineuse, faisant passer les immigréEs pour de dangereuxEs délinquantEs. C'est la loi la plus répressive contre les étrangerEs depuis 1945. Il n'est pas étonnant qu'elle soit donc passée grâce au soutien des députés de LR et du RN, ce dernier célébrant une « victoire idéologique ».

Cette loi remet en cause le droit d'asile et le droit du sol ; multiplie les obstacles à l'obtention d'un titre de séjour, en y répondant systématiquement par des OQTF (obligation de quitter le territoire) ; augmente le nombre de CRA (centres de rétention administratif). L'objectif est d'expulser un maximum. Elle ne vise pas que les exiléEs en situation irrégulière, et permet de retirer leur titre de séjour à des étrangerEs en situation régulière en instrumentalisant la « menace à l'ordre public ». Elle met à disposition des préfets tout un arsenal répressif, augmentant toujours plus leur pouvoir et leur arbitraire.

Et ce n'est pas fini ! Les articles refusés par le Conseil constitutionnel ne le sont que sur la forme, et les Républicains veulent au Sénat reprendre certaines des pires mesures censurées. De plus,

contact@npa2009.org

le gouvernement Macron remet toujours en cause l'Aide médicale d'État, examinée en juin prochain pour la supprimer ou la restreindre encore davantage !

NON À L'EUROPE DES MURS ! RÉSISTANCES !

À Mayotte, l'État français veut faire de ce territoire un laboratoire d'expulsions à grande échelle, avec les méthodes les plus barbares du colonialisme. Parfaire toujours la machine répressive, la machine infernale à fabriquer des « sans-papiers », mais rien pour offrir un accueil digne aux milliers de jeunes qui dorment dans la rue, aux femmes et aux enfants.

En Europe, le pacte migratoire est dans la même logique raciste. Les partis d'extrême droite se lâchent. Leur cible est comme toujours les immigréEs, les étrangerEs, comme l'a fait M. Maréchal Le Pen en lançant sa campagne. Le RN, lui, a recruté l'ancien directeur de Frontex (la police européenne des frontières), sinistre personnage qui avait dû démissionner parce qu'il avait soutenu les gardes-frontières responsables du naufrage au cours duquel 600 migrantEs avaient péri au large des côtes grecques.

Les mobilisations pour le retrait de la loi Asile immigration ont été importantes, rassemblant un arc large d'associations, de collectifs de sans-papiers, de syndicats, de partis. Mais elles n'ont pas suffi. Nous devons continuer le combat pour la solidarité :

- Pour l'abrogation de la loi asile immigration, contre la remise en cause du droit du sol et de l'Aide médicale d'État ;
- Pour un accueil digne des migrantEs, la régularisation de toutes et tous les sans papiers, et la liberté de circulation et d'installation ;
- Pour la justice sociale, pour une vie libre et digne contre le racisme.

Le mercredi 20 mars 2024

l'Anticapitaliste
lanticapitaliste.org — hebdo mensuel émission

